

LA VOIX DU KAMERUN

ORGANE CENTRAL DE L'UNION DES POPULATIONS DU CAMEROUN (UPC)

DIRECTION ADMINISTRATION : P.O. BOX M.186 ACCRA (GHANA)

ADONNEMENTS :

KAMERUN

Le N° 20 CFA
Un an 250 CFA
Soutien à partir de 500 CFA

AFRIQUE

Le N° 30 CFA
Un an 600 CFA
Soutien à partir de 1.000 CFA

ETRANGER

Le N° 10 f. 50
Un an 10 f. 00
Soutien à partir de 15 f. 00

Responsable à la publication
J.-M. TCHAPTCHET

EDITORIAL

Une Phase Nouvelle

LA lutte contre l'impérialisme en Afrique entre dans une phase nouvelle. Un peu partout à travers le continent, les masses populaires s'insurgent contre les régimes d'agents mis en place pour servir de gendarmes aux entreprises d'exploitation néo-colonialistes. Elles condamnent avec indignation les menées criminelles impérialistes vis-à-vis de liquider les dirigeants révolutionnaires africains et s'opposent avec sang-froid aux intrigues tendant à disloquer les forces révolutionnaires authentiques.

Cette entrée en action des masses est le phénomène le plus important de la phase nouvelle. Elle est l'indication que la conscience révolutionnaire en Afrique subit des transformations profondes : le désarroi, la confusion, l'esprit de résignation et de capitulation qui ont régné après les proclamations des indépendances nominales font place maintenant à une conscience collective nouvelle dirigée contre le néo-colonialisme, véritable ennemi de l'Afrique d'aujourd'hui.

Le peuple kamerunais qui, les armes à la main, sous la direction de l'UPC, a commencé la première lutte de masse contre le néo-colonialisme en Afrique, et dont de vaillants fils et des

leaders dévoués sont tombés pour que l'étincelle que représentait sa lutte ne s'éteigne pas, se félicite d'avoir contribué à l'avènement de ces changements fondamentaux qu'il salue avec chaleur.

Les actions populaires héroïques qui en ont déjà résulté, ont démontré avec éclat — que ce soit à Brazzaville ou à Zanzibar — la fragilité des régimes fantoches et confirmé au Gabon cette vérité illustrée depuis longtemps par la situation au Kamerun, vérité selon laquelle les gouvernements à la solde du néo-colonialisme sont portés et maintenus au pouvoir contre la volonté des peuples et par la seule force de baïonnettes étrangères.

La réaction terriblement violente des impérialistes qui est allée de l'attentat manqué contre le Président du Ghana à l'intervention armée au Gabon en passant par l'ingérence meurtrière en Afrique orientale est révélatrice de la force que représente l'action des masses. Les impérialistes vont s'employer à détruire cette force.

Comme ils le font au Kamerun depuis plusieurs années, ils ne s'encombreront d'aucun sentiment et d'aucune pitié. Parodies électorales, massacres, incendies, démagogues, assassinats... seront utilisés dans le but de renforcer l'état meurtrier

de leur régime fasciste.

Face à cette stratégie basée sur le mensonge, l'intrigue et le génocide, les forces patriotiques doivent organiser les masses et les armer d'une éducation révolutionnaire conséquente.

Organiser les masses, c'est placer à leur avant-garde des partis comprenant ce que le peuple a comme élite militante, dévouée, disciplinée et hautement consciente. Lutter contre le néo-colonialisme sans parti, d'avant-garde et en faisant le culte du spontané, c'est aller à l'aventure.

Organiser, c'est épurer les rangs des mouvements anticolonialistes de leurs éléments fatigués, hésitants ou traités pour en faire des partis véritablement révolutionnaires. Car la tactique impérialiste aujourd'hui consiste à s'appuyer sur ces éléments pour briser la lutte.

Armer les militants et les masses d'une éducation révolutionnaire conséquente, c'est leur faire comprendre entre autres vérités fondamentales que c'est dans une lutte à mort qu'ils sont engagés face aux néo-colonialistes et à leurs agents et que la seule riposte à la violence impérialiste qui soit politiquement et historiquement juste, est toujours à la fin du compte la violence révolutionnaire.

J. M. Tchaptchet

AHIDJO et les élections

ON parle à nouveau des élections au Kamerun. L'actuelle Assemblée nationale fédérale dont le mandat, aux termes de l'article 54 de la constitution, expire le 1er avril prochain, vient d'être convoquée pour le vote d'une nouvelle loi électorale.

Ahidjo dans ses récents discours parle en termes de campagne électorale. Abrité par les canons et les troupes de l'armée de l'U.A.M. de De Gaulle, le chef fantoche qui a mis en prison tous ses concurrents représentants de "l'opposition légale" dans le cadre du régime croit la partie gagnée à l'avance.

Que le "démocrate" Ahidjo ne se gêne plus de se présenter publiquement comme l'ennemi juré de tout vestige de démocratie au Kamerun (même la démocratie purement formelle), cela montre le chemin parcouru par la lutte du peuple kamerunais pour une complète clarification de la scène politique kamerunaise depuis l'avènement de l'indépendance formelle.

Sous l'occupation coloniale la situation était claire. D'un côté tout un peuple occupé et exploité. De l'autre les colonialistes, étrangers avides de nos richesses et ennemis de notre promotion politique et sociale, de notre aspiration à la liberté, à l'indépendance et à l'unification du pays. S'il existait alors quelques valets du colonialisme parmi les Kamerunais, ces valets ne constituaient pas un problème différent de celui de leurs maîtres aux yeux du peuple kamerunais décidé à se libérer.

BROUILLARD DU NEO COLONIALISME

Avec le néo-colonialisme, les possibilités d'entretenir une certaine confusion sont nées pour l'occupant. On voit un Ahidjo fidèle poulain du sinistre et invétéré colonialiste Aujoulat découvrir subitement les vertus de l'indépendance à la veille de la proclamation de celle-ci, et passer pour l'homme qui doit promouvoir



Grace aux mercenaires de la Communauté tout se passe... "à l'Algérienne"

voir au Kamerun la démocratie contre la dictature de quelques bandits qui ambitionneraient d'asservir le peuple. C'est la démocratie à la bouche qu'Ahidjo organise sous la terreur militaire et policière son fameux référendum constitutionnel de février 60, et avec une terreur redoublée la monstrueuse consultation électorale d'Avril de la même année pour la désignation des députés à la première Assemblée du "Cameroun indépendant". Ahidjo feint même de ne plus redouter l'UPC qu'il déclare rétablie à la légalité au lendemain du référendum constitutionnel. Les hommes de la "troisième voie" annonçant tapageusement de leur côté qu'il y a possibilité "d'opposition légale" dans le cadre du régime contribuent à l'aggravation de la confusion.

DICTATEUR EN QUETE D'UN BREVET DEMOCRATIQUE

Le jeu des agents du néo-colonialisme pendant la période électorale de 1960 vise d'une part à maîtriser le peuple qui s'exprime par les moyens révolutionnaires, et d'autre part à se donner aux yeux de l'opinion publique une semblance de légitimité en faisant croire que leur régime moribond est accepté par "l'écrasante majorité" de la population démocratiquement consultée.

Trois tendances dominent ainsi les consultations électorales de 1960 : — la tendance populaire et révolutionnaire qui poursuit la lutte armée et boycotte les élections.

— la tendance des partisans de "l'opposition légale" dans le cadre du

régime et qui sont en même temps les opposants farouches à la lutte populaire armée qu'ils condamnent en termes véhéments.

— la tendance des fantoches gouvernants qui feignent de jouer aux démocrates alors que déjà ils prennent les dispositions pour l'institution d'une dictature fasciste contrainte par la lutte populaire à se manifester aujourd'hui à visage découvert.

Les fantoches ont déployé tous les efforts pour maintenir les apparences de cette situation d'acquiescement tactique du jeu démocratique jusqu'à la réalisation partielle en 1961 de la Réunification d'où est issue la République fédérale. C'est parce qu'ils continuaient à jouer aux démocrates qu'ils sont allés jusqu'à insérer dans leur constitution fédérale certaines dispositions hardies comme l'engagement (article 1) de faire respecter au Kamerun les droits et libertés reconnus à tout citoyen par la Déclaration Universelle des droits de l'Homme.

Quatre ans de domination néo-colonialiste et de règne de nos fantoches permettent aujourd'hui au peuple aguerri de confronter les réalisations concrètes et les promesses démagogiques des démocrates improvisés de 1960.

LES FANTOCHES ET L'INDEPENDANCE

Satisfaits de leur rôle largement rétribué de porte-parole autochtones des néo-colonialistes français, les fantoches n'ont rien fait pour aider à rendre effective l'indépendance nationale formellement proclamée. Tous les postes-clés ou presque dans la haute administration restent aux mains des colonialistes pudiquement présentés comme simples assistants techniques. Ainsi au nom de l'assistance technique un Louis Domissy, administrateur en chef des colonies, joue un rôle prépondérant dans le cabinet d'Ahidjo. Un Xavier Armand Jean Dupe a en main le service central kamerunais d'émi-

suite page 3

La Page internationale

IL n'est pas de grande lutte historique ayant abouti à un résultat positif qui n'ait été par essence et en pratique une lutte de principe.

L'Afrique s'est fixée, après l'accession à des indépendances plus ou moins effectives de la plupart des anciennes colonies, un objectif primordial : l'unité du continent, et la liquidation totale des formes classiques et nouvelles du colonialisme. Dans une telle lutte, dont peu d'Africains réalisent les dimensions effectives, la position de principe est une nécessité fondamentale qui ne saurait céder ni au sentiment ni aux exigences parfois impérieuses de la tactique.

Kwamé Nkrumah, artisan incontesté de l'idée panafricaine et l'un des dirigeants d'avant garde de la lutte des peuples africains, plaçait à juste titre cette citation de Mazzini en exergue dans son premier ouvrage : "Vers la libération Nationale".

"Toute Révolution constitue un programme. Elle procède d'un nouveau principe organique, général, et positif. Il importe d'abord d'accepter ce principe et ensuite d'en confier la concrétisation à des hommes pénétrés de sa vérité et débarrassés de toute attache avec un principe contraire".

La Révolution Africaine, actuellement axée sur la quête de l'unité et la réalisation d'une indépendance réelle pour tous les pays du continent est l'anti-thèse du néo-colonialisme. Parce que le néo-colonialisme signifie précisément la balkanisation, et une balkanisation conçue pour perpétuer sous des formes subtiles la domination coloniale.

Pour les progressistes du monde entier les événements qui viennent de se dérouler au Gabon constituent en premier lieu une grave violation des règles élémentaires qui régissent les relations entre les Etats dans la mesure où la France s'est livrée contre le peuple gabonais et contre l'Afrique toute entière à un véritable acte de "banditisme international" selon la juste expression des étudiants gabonais.

Pour les patriotes africains et pour toute l'Afrique, sans exagération aucune, ces événements posent le problème de l'authenticité même de notre Révolution en tant que principe organique, c'est-à-dire en tant que défense conséquente de nos droits et lutte intransigeante pour nos aspirations.

UN ACTE DE BANDITISME INTERNATIONAL

Le 18 Février 1964, des nationaux gabonais appuyés par une partie des forces armées gabonaises se sont saisis du Pouvoir à Libreville.

Ils ont arrêté Léon M'BA et ses ministres et proclamé le retour à la démocratie. Dans la journée même du 18 Janvier, des centaines d'hommes squelettiques détenus depuis de longues années par M'BA pour des raisons politiques ont été libérés à Libreville. Le Gouvernement M'BA était liquidé, un "comité révolutionnaire" mis sur pied tandis que les organisateurs de l'insurrection annonçaient la proclamation prochaine d'un gouvernement provisoire.

La France, se déclarant dépositaire de la "légalité" au Gabon faisait larguer sur Libreville deux bataillons de paras à partir de Dakar et de Brazzaville. En vingt quatre heures, toute l'insurrection était noyée dans le sang. Même les organes d'information impérialistes donnent plus d'une trentaine de Gabonais littéralement massacrés et deux français tombés.

Pourtant le Gabon est indépendant depuis le 17 Août 1960. Une indépendance formelle, il est vrai, mais que la France s'est toujours efforcée de présenter comme effective, ce qui aurait dû comporter pour elle l'obligation de la respecter. Ainsi l'invasion militaire du Gabon par des paras français, le massacre des Gabonais et le rétablissement d'un régime dont le monde entier avait été informé de l'aneantissement ne procèdent que d'un même postulat : le Gabon c'est la France. Et un malautra recruté sur les pavés de France et qui se dit Ambassadeur plutôt que pro-consul peut donc s'ériger en potentat s'occuper du "retour au

A PROPOS DE

L'AGRESSION FRANCAISE

AU GABON-

calme". En vertu "d'accords bilatéraux" de défense signés en 1960 !

Qu'à cela ne tienne! Les accords bilatéraux de défense impliquaient donc que si M'BA tombe, de Gaulle vole à son secours et que si le peuple français règle son compte à Charles, Léon le réinstalle à l'Elysée.

Soit, mais encore ne fallait-il pas que M'BA appelle au secours ? Là, les nouveaux diplomates de la canonnière, se perdent en confusion. Léon M'BA était aux mains des "rebels", il n'a dû signer sa démission sous la contrainte, et quelques personnes de ses "amis" ou de son entourage ont fait la demande d'intervention "par la voie diplomatique". Quelle rigolade !

Nous pouvons en tout cas assurer le gouvernement français que Léon M'BA était aussi libre de signer sa démission que l'était Pilinmin après le coup du 13 Mai 1958. Quant aux "amis" dont parle le quai d'Orsay, chacun sait à quoi s'en tenir. De toutes façons ces amis-là ne peuvent être ceux du peuple gabonais qui a décidé d'en finir avec l'exploitation franco-américaine de ses richesses.

VOIR OU NE PAS VOIR LE NEO COLONIALISME ?

Les portes s'ouvrent. Un patriarche vénérable à la forte luisante de calvitie prend place parmi ces honorables collègues.

Tout à tour, ils parlent. Viennent des résolutions sur le néo-colonialisme et d'autres problèmes de l'heure.

Serions-nous fous d'imaginer ainsi Léon M'BA à la prochaine conférence des Chefs d'Etats de l'OUA ? D'ailleurs quel scandale y aurait-il à cela : le coupeur de têtes du Kamerun y sera bien ; Senghor, le poète qui tue, y sera lui aussi ; et bien d'autres encore, sous réserve des changements que pourrait imposer d'ici-là l'action concrète et laborieuse des masses.

L'unité africaine est une aspiration révolutionnaire. Les murailles de la balkanisation ne peuvent tomber d'abord et avant tout que par l'action concrète des masses populaires.

"Voyons ce qui nous unit, oublions ce qui nous divise", a-t-on l'habitude de dire, au nom de l'unité Africaine, qui est Révolution. Cette révolution est l'opposé du néo-colonialisme. Et ce qui nous divise c'est précisément l'adhésion au néo-colonialisme des uns et le refus du néo-colonialisme par les autres. Voir ou ne pas voir le néo-colonialisme devient ainsi un dilemme qui glisse insensiblement vers cet autre qui en dernière analyse lui équivaut : Faire ou ne pas faire la Révolution. C'est cela le dilemme de l'Afrique, au niveau de ses Etats comme de ses organisations en lutte.

LE BLUFF DE DE GAULLE

Dans le rapport Jeanneney, de Gaulle tence ses toutous et menace même de leur couper les vivres. Ce n'est pas que l'intérêt du grand capital français pour les richesses africaines ait diminué ; bien au contraire ! La vérité est que de Gaulle pense nécessaire de balayer quelque peu les écuries de la corruption et du népotisme dans les Etats de l'U.A.M. avant que la Révolution Africaine ne lui en arrache l'initiative. C'est dire que la politique française, dans ses secrets ressorts, ne devie pas de sa ligne de toujours, celle de la latinaméricanisation de l'Afrique. Dans cette optique la France n'a pas seulement formé plusieurs jeunes officiers africains dans le but précis de leur faire

jouer un rôle de plus en plus déterminant dans la vie nationale de leur pays, mais elle a aussi repensé tout son dispositif militaire dans la perspective d'expéditions militaires pouvant couvrir plusieurs états africains à la fois, comme l'a révélé tout récemment "Le Monde".

QUE FAIRE ?

La présence des troupes et des bases militaires étrangères dans un quelconque pays africain est la plus grave menace directe et réelle pour la sécurité de tous les autres pays africains pris individuellement et collectivement. Elle constitue également un sérieux danger pour la paix mondiale.

L'entrée en action de ces troupes, soit en vertu d'accords inégaux et aux fins de réprimer les masses populaires pour maintenir en place des gouvernements préfabriqués, soit pour assister des gouvernements représentatifs contre des mutineries d'inspiration impérialiste, mine la sécurité du continent et paralyse le mouvement d'émancipation et d'unification de l'Afrique.

C'est pourquoi, il est plus que jamais urgent et vital que la prochaine réunion des chefs d'Etat et de gouvernements africains, les mesures, suivantes soient envisagées :

1. Fixation d'une date limite proche pour l'évacuation totale des troupes et des bases militaires étrangères du sol africain et pour la rentrée dans leurs pays d'origine de tous les militaires africains opérant hors de leurs territoires nationaux dans le cadre de structures mises sur pied par l'impérialisme ;

2. Signature solennelle, sous les auspices de l'Organisation de l'Unité Africaine d'un Traité Général de Paix et de non-agression entre tous les Etats Africains ;

3. Formation d'un Haut-Commandement Africain ; excluant la formation par un groupe quelconque d'Etats de toute autre organisation militaire ou paramilitaire à caractère régional, et mise sur pied d'une Armée Africaine. Ce Haut-Commandement et cette Armée auraient pour mission sacrée :

a) La défense continentale contre toute intervention impérialiste en Afrique.

b) La formation et la réorientation sur place de tous les officiers des armées nationales africaines ;

c) Le maintien de la paix et du bon voisinage entre tous les Etats africains sur la base et selon l'esprit et la lettre, du Traité Général de Paix et de Non-agression ci-dessus mentionné ;

d) La libération, aux côtés des patriotes africains qui luttent contre le colonialisme, de tous les territoires africains encore dépendants ;

Il va de soi que la création d'une Armée Africaine et d'un Haut-Commandement Africain suppose qu'une condition nécessaire soit préalablement remplie : celle de l'unité politique du continent. Une armée n'étant en fait que l'instrument d'une politique, l'on conçoit difficilement une Armée et un Haut-Commandement africains laissés à eux-mêmes quant à l'orientation et au contrôle de leurs activités.

Il en découle que la création d'une Armée et d'un Haut-Commandement africains présuppose l'existence d'une direction politique continentale apte à conduire la révolution anti-impérialiste des peuples africains.

Woungly - Massaga

SENGHOR ET LES ELECTIONS.

Les élections du 1er décembre 1963 au Sénégal ont été, comme il fallait s'y attendre, une nouvelle occasion pour le régime fantoche de Senghor de commettre de nouveaux crimes contre le peuple sénégalais. Dans la Déclaration publiée à l'issue de cette parodie électorale, le Comité Central du P. A. I. signale :

"Près de 200 balles extraites, plus de 100 morts et 200 blessés, plus de 500 arrestations—et tout cela rien que dans la seule ville de Dakar. Voilà le bilan atroce de la première journée de la 11ème République fantoche."

Dans un document plus récent, le P. A. I. parle ainsi de la répression qui sévit toujours contre le peuple sénégalais :

"Après le massacre de décembre 1963, le Sénégal est resté jusqu'ici le véritable "ghetto" qu'il était. Le gouvernement fantoche du mal-élu Senghor continue de réprimer le peuple et d'exercer sa tyrannie sur les patriotes qui s'opposent à lui. Tout son programme se résume à ceci : frapper tous ceux qui refusent de venir à l'U.P.S., tuer s'il le faut tous ceux qui luttent contre l'impérialisme et le néocolonialisme (Soré Diouf). Les prisons sont encore

remplies de "délinquants politiques" à qui on n'a même pas pu "coller" un motif d'accusation. C'est ainsi que :

—ADAKAR : Momar Sakho, Papa Gallo Thiam, Abdoulaye Diop sont emprisonnés sans motif valable. Mamadou Legrand Diop, M' Baye N'Dir de Yoff sont l'un en prison, l'autre en résidence surveillée.

—St. Louis : Papa Minkan N' Diaye est incarcéré après une dénonciation de pure forme.

—A Thiès : Gorgui Diouf, Jean Pierre Mane, Saliou N'Diaye subissent le même sort.

—A Ziguinchor : Samba Gning, Matoro Dieye, Mawdo N'Diaye sont arrêtés et incarcérés.

—A Kaolack : Le marabout cheick Kane est en prison.

—A Rufisque : Dam Seck, Ousmane Seck, Gabin Gueye, Sywa Casimir sont toujours inquiétés, gardés à vue ou incarcérés."

Lisez

P. A. I. INFORMATION
ORGANISATION
DISCIPLINE
COMBAT

A TRAVERS le KAMERUN:

Déclaration du Comité Révolutionnaire de l'UPC à propos de l'assassinat officiel du Commandant TANKEU NOE et de dix autres patriotes.

LE 3 janvier 1964, le régime fasciste d'Ahidjo a fait assassiner dans plusieurs villes du Kamerun une dizaine de patriotes coupables du seul crime d'avoir été à la pointe du combat contre l'occupation néo-colonialiste française dans notre pays et pour l'indépendance et l'unité réelles du Kamerun.

Sur la place publique à Douala, le Commandant Tankeu Noé, commandant du district du Wovri de l'Armée de Libération Nationale Kamerunaise (ALNK) ainsi que trois autres patriotes ont été assassinés au milieu d'un déploiement important des forces armées mercenaires et des milices fascistes de l'Union Kamerunaise d'Ahidjo.

A Nkongsamba, Edéa, Mokolo, et Yoko des exécutions similaires ont eu lieu le même jour.

Le Comité Révolutionnaire de l'UPC, émanation de la volonté du peuple combattant du Kamerun s'indigne devant ce crime monstrueux qui viole de façon flagrante la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et les dispositions fondamentales de la Charte d'Addis-Abebä.

Il lance un vibrant appel à l'opinion africaine et internationale pour qu'elle manifeste concrètement sa solidarité avec le peuple kamerunais combattant. Il réitère les termes de son Mémoire du 23 Août 1963 demandant à tous les Chefs d'Etat africains d'envoyer une mission pour s'enquérir de la situation grave qui prévaut au Kamerun.

En ce début d'année 1964, Ahidjo et ses maîtres estiment sans doute pouvoir intimider le peuple kamerunais par cette barbarie redoublée. Ils s'efforcent également de donner par ce moyen au patronat français et européen dont deux délégations ont visité le Kamerun en fin novembre dernier une preuve de la volonté du régime d'en finir au plus tôt avec la résistance armée de notre peuple. La découverte d'importants gisements d'uranium annoncée précisément à l'occasion de ces visites rend en effet plus urgent encore le problème des garanties pour les investissements des grands trusts impérialistes.

Mais le bilan de la "pacification" pour l'année écoulée est là : non seulement Ahidjo, comme chaque année depuis 1958, est obligé de reconnaître que la lutte de libération se poursuit avec toujours autant de détermination populaire, mais il ne peut plus cacher un désarroi certain.

La multiplication des exécutions sommaires sur les places publiques n'est pas un signe d'assurance. La fin de l'année 1963 au Kamerun a été marquée par la promulgation de la Loi fasciste No. 60-PJL-ANF du 25 octobre 1963 qui confère désormais aux seuls tribunaux militaires d'exception le droit de juger les citoyens coupables des "délits" de "bruits, rumeurs, fausses nouvelles", jusqu'aux "commentaires tendancieux de nouvelles exactes" institués par l'ordonnance No. 60-OF-18 du 12 mars 1962.

AHIDJO assassine les patriotes

Egalement en fin d'année, le régime adu déclencher une véritable chasse aux partisans des villes. Ahidjo s'apercevant "qu'il y a des camerounais dans les bureaux et sur les chantiers qui ont un pied au maquis et un pied dehors. On leur a donné plusieurs noms dont le plus courant est celui de maquisards blancs".

Cet aveu d'impuissance et d'impopularité décrit par lui-même l'état de pourriture et l'angoisse d'un régime qui n'a souscrit que du bout des lèvres aux engagements de la Conférence d'Addis-Abebä et que la diplomatie française tente pourtant d'imposer sur le plan africain et international comme véritable-

ment représentatif de notre peuple.

Il n'est que l'impérialisme français dont l'aveuglement passe désormais pour une tradition, ainsi que ses bûni-oui-oui kamerunais pour escompter mûter par des exécutions publiques un peuple dressé contre la misère et l'occupation étrangère.

Les démocrates sincères d'Afrique, de France et du monde entier comprennent ce fait et continueront de soutenir résolument notre combat.

Le sacrifice héroïque du Commandant TANKEU NOE et de ses compagnons ne sera pas vain. Le peuple Kamerunais, en s'inclinant sur les dépouilles de nos camarades assassinés sait que leur exemple inspirera de nombreux combattants qui, chaque jour, se lèvent.

Les impérialistes et leurs agents kamerunais ont montré par les assassinats du 3 janvier, leur détermination à faire de l'année 1964 une année d'extermination du Peuple Kamerunais.

Tous les patriotes Kamerunais,

tous les militants de notre Parti doivent voir dans cette volonté claire-ment affirmée des impérialistes, un véritable défi à toute la nation !

Le Comité Révolutionnaire de l'UPC, en conséquence, appelle tous les militants du Parti à redoubler d'ardeur, à se mobiliser toujours plus pour poursuivre inlassablement la lutte !

Il exhorte tous les combattants de l'Armée de Libération Nationale Kamerunaise à porter des coups toujours plus durs aux mercenaires du néo-colonialisme et aux valets des impérialistes français !

Il invite tous les patriotes sincères à se mobiliser dans un travail positif, à resserrer leurs rangs contre l'ennemi, à multiplier les formes de résistance !

Vengeons TANKEU NOE et ses compagnons en faisant de l'année 1964 une année mémorable dans l'histoire de la longue et héroïque résistance de notre peuple !

Accra, le 4 janvier 1964.

le Kamerun Conseil Mondial de la Paix

LE Kamerun était représenté à la session du Conseil Mondial de la Paix qui s'est tenue à Varsovie du 28 Novembre au 2 décembre 1963 par le camarade NDOH Michel, membre du Comité Révolutionnaire de l'UPC. Cette importante organisation internationale a adopté la motion suivante au sujet de la situation au Kamerun :

"Nous avons reçu du Cameroun un compte rendu de la situation de ce pays et l'avons incorporé dans le rapport sur les travaux de la Commission sur l'Indépendance nationale.

"Depuis déjà neuf ans, un conflit fait rage au Cameroun en présence des bases militaires françaises et avec la participation de forces armées des néocolonialistes. Le monde n'a pas prêté une attention suffisante à la gravité de ces événements, ni aux repressions qui font des victimes parmi les patriotes, ni

aux souffrances humaines en résultant.

"Le Conseil Mondial de la Paix demande l'évacuation des bases étrangères et des forces d'intervention ainsi que la cessation de toute ingérence néo-colonialiste au Cameroun comme ailleurs en Afrique.

"On fait observer qu'il est du devoir de tous ceux qui défendent la paix d'être attentifs à cette situation afin que l'opinion publique puisse être alertée pour mettre fin aux conflits régnant dans ce pays. Le Conseil appelle à soutenir le peuple Camerounais dans sa lutte pour le renforcement de son indépendance et la réalisation d'une solution pacifique de ses problèmes".

Après l'assassinat par AHIDJO le 3 Janvier 1964 de nombreux patriotes, le Comité Révolutionnaire de l'UPC a reçu du Comité Directeur du Conseil Mondial de la Paix, une

fraternelle lettre de solidarité dont nous extrayons le passage suivant :

"Nous avons été frappés par les récents événements sanglants dans votre pays. L'assassinat des patriotes camerounais ne peut qu'aggraver davantage une situation qui est déjà déplorable. Assassiner les patriotes qui sont les meilleurs défenseurs de la paix et de l'indépendance nationale ne sert que les intérêts de ceux qui ne veulent pas voir l'indépendance du pays consolidée et la paix mondiale préservée. Les forces de paix et de liberté dans le monde exigent que soit mis fin à la répression des forces patriotiques qui luttent pour une indépendance plus effective et plus forte et, en particulier pour la liquidation de toutes les bases militaires qui sont encore le privilège des colonialistes dans certains pays africains et cela en faveur de la paix en Afrique et dans le monde".

les ELECTIONS

gration et d'immigration. Un Robert Blanc dirige les pas du ministre de la guerre Sadou Daoudou. Un Vassereau gère l'Intendance militaire. Un Clair dirige le service central de la justice militaire. Un Giguët, lieutenant-colonel, est le chef de la gendarmerie nationale kamerunaise. Un Gaillet, lieutenant-colonel, a pris la relève à la tête de l'Armée nationale kamerunaise du général Briand. Un Hubert se trouve à la tête de la marine nationale. Un Jegou, à la tête de l'armée de l'air kamerunaise...

Toujours au nom de l'assistance technique, les colonialistes ont envahi au Nord du pays tous les postes de responsabilité comme préfets, sous-préfets, commissaires de police, juges de paix, sous les fallacieux prétextes qu'il faut attendre que les originaires de cette région aient leurs propres cadres capables d'occuper de tels postes.

La défense nationale est aux mains des français qui conservent des bases chez nous, occupent notre pays par leurs troupes d'agression comme vient de le reconnaître un porte-parole autorisé du général de Gaulle, son ministre de l'Information M. Peyrillat dans sa conférence de presse du 26 février à la suite des événements du Gabon.

(suite)

La diplomatie kamerunaise reste honteusement rive à la diplomatie française, et Ahidjo continue de trouver normal que la France représente automatiquement le Kamerun partout où le Kamerun n'a pas de représentant.

L'économie kamerunaise, simple appendice de l'économie française avant l'indépendance, est maintenant de plus en plus intégrée non seulement à la seule économie française, mais parallèlement aussi à l'ensemble économique des grands trusts monopolistes de l'Europe des Six qui ne cherchent qu'à raffler toutes nos richesses. Est-ce là la voie de l'indépendance économique ?

Les fantoches et la Réunification

Sur la Réunification aussi les fantoches ont gardé un comportement anti-national.

En effet, la partie nord du Kamerun Occidental a été intégrée à la Nigeria par la faute des fantoches qui n'ont entrepris aucune action sérieuse (eux qui se trouvaient au pouvoir et siégeaient à l'ONU) pour prévenir "l'acte injuste" sur lequel ils versent aujourd'hui les larmes de crocodile. La Réunification du Kamerun oriental et de la partie sud du Kamerun occidental reste elle-même jusqu'ici en butte à de grandes difficultés qui proviennent

du fait que manifestement les fantoches ne veulent pas de la Réunification. Si les fantoches étaient partisans de la Réunification vraie, comment s'obstineraient-ils à maintenir une frontière entre les deux morceaux du Kamerun "réunifié", comme entre pays différents, bloquant la libre circulation des biens et des personnes empêchant ainsi la constitution d'un seul ensemble économique kamerunais, base objective première d'une véritable unification ! Par ailleurs ils se bouchent volontiers les oreilles devant les cris angoissés de nos frères de Fernando Pô qui, dans leur lutte à mort contre le colonialisme de de Franco, tendent vainement les mains au Kamerun continental...

Les fantoches et la Démocratie

La promesse d'apporter la démocratie au peuple kamerunais est le point le plus intéressant de la série des engagements démagogiques des fantoches en 1960 devant le corps électoral. Car c'est sur ce point qu'ils se sont le plus démasqués.

Le processus de fascisation du régime d'Ahidjo légalement institué avec les lois de Mai 1959 mettant en vacances toutes les libertés démocratiques a subi une nouvelle poussée à l'occasion même de ces élections de 1960 où l'armée a fait voter les inexistants, les enfants, les

suite page 8

Dans prochain numero :

L'Union Démocratique des Femmes Camerounaises
salue le Comité Révolutionnaire et
Dénonce la Clique des Capitulards.

LES militants et les combattants se sont réunis une fois de plus en Assemblée Populaire sous maquis, sur convocation du Président du C.R., le camarade Ernest OUANDIE. Ils ont eu à examiner la situation tant politique que militaire depuis la naissance, le 13 septembre 1962, du Comité Révolutionnaire chargé, on le sait, d'assumer la Direction de l'U.P.C. et de la Révolution Kamerunaise.

L'Assemblée a tenu tout d'abord à exprimer sa vive gratitude à tous ceux et celles qui, au maquis comme

hors du maquis, continuent à aider le vaillant Peuple kamerunais à tenir courageusement tête aux néocolonialistes et à leurs agents, et ce, en dépit des difficultés considérables qui se dressent chaque jour sur leur chemin. Elle, a, comme il se doit, rendu une fois de plus un vibrant et mérité hommage à la mémoire des valeureux fils de la Nation qui, de Ruben Um Nyobé à Félix Moumié en passant par tant d'autres connus et inconnus, se sont sacrifiés pour racheter l'indépendance et l'Unité véritables de notre pays.

Le C.R. symbole de la poursuite de la Lutte

Il ne fait pas de doute que la mise sur pied d'un Comité Révolutionnaire traduit la ferme volonté du Peuple kamerunais de poursuivre la lutte quoi qu'il en coûte, jusqu'à la défaite totale du néocolonialisme dans notre pays. L'impulsion nouvelle donnée à la lutte sur tous les fronts depuis l'avènement du Comité Révolutionnaire et l'accueil enthousiaste qui lui a été réservé par l'écrasante majorité des militants à l'extérieur comme à l'intérieur du pays en sont un éloquent témoignage.

Sur le, plan militaire, l'Armée de Libération Nationale dotée d'un Etat-Major Général largement représentatif des zones combattantes du pays attaque désormais l'armée fantoche avec plus de mordant, en dépit de la supériorité de l'ennemi en forces humaines et matérielles; cette combativité redoublée est due en particulier à un encadrement politique de plus en plus efficace de l'Armée, et aussi, et surtout, aux bonnes relations qui se renforcent entre l'Armée, et le Peuple. Il suffit pour s'en convaincre de savoir que depuis le mois d'octobre 1962 jusqu'à ce jour, le bilan des activités de l'A.L.N.K. d'ailleurs incomplet se chiffre à: 538 morts dont 520 Africains et 18 Européens, 269 blessés, 3 prisonniers, 146 fusils, 1.033 cartouches diverses, 16 matchettes et 2 drapeaux récupérés, 13693 pieds de café 25375 pieds de bananes, 3 usines, 47 tonnes de café, 6 tonnes d'arachides, 5 tracteurs, 17 camions, 2 réservoirs d'essence 1 balance roborvale détruits, 1 hélicoptère abattu. Cette situation militaire est si préoccupante que les fantoches de Yaoundé sont obligés de rompre le silence pour se remettre à parler publiquement du terrorisme. Le 19 novembre 1962 à Bafia comme le 25 janvier 1963 à Dschang, M. Daoudou, chef de la répression armée, avouait dans ses discours que la paix au Kamerun n'est pas pour demain. Plus significatif est le discours prononcé dimanche 14 avril 1963 à Bamenda par le traître Ahidjo qui reconnaît que la guerre d'anéantissement, comme la guerre économique atteignent des proportions inquiétantes. Il est important de souligner que lors de sa visite

tapageuse dans le NYong-et-Kellé et la Sanaga-Maritime, le fantoche Ahidjo a bien eu peur de se rendre à Ndom et à Babimbi précisément parce que ces deux localités demeurent le foyer de la rébellion armée. Il est aussi significatif de souligner que plus de 20 camions de militaires armés jusqu'aux dents et appuyés par les hélicoptères escortaient le fantoche au cours de ses déplacements. Il n'en fallut pas moins de dix, toujours appuyés par l'aviation pour protéger le fantoche Sadou Daoudou en janvier dernier dans ses déplacements dans les régions de l'Ouest. Peut-être convient-il de souligner à l'intention de nos détracteurs que des troupes de guérilleros opèrent déjà dans la province de Bamenda, au Kamerun Occidental, ce qui explique d'ailleurs le ton extrêmement rageur des récents discours d'Ahidjo qui n'ignore pas que la réaction populaire lui est défavorable. Enfin, pour comble de malheur pour les fantoches, une peur terrible s'empare aujourd'hui plus que par le passé des mercenaires fantoches qui voient chaque jour tomber ça et là leurs compagnons au cours de violents accrochages avec les combattants de l'A.L.N.K. On assiste un peu partout à des désertions et autres défections de toutes sortes. Certains mercenaires n'hésitent même pas à combiner avec les médecins pour obtenir des certificats les dispensant de participer aux opérations militaires, et ce, par peur de tomber sous les coups virulents de nos vaillants combattants. Le discours secret prononcé le 8 avril 1963, par Sadou Daoudou, à l'intention des Officiers et sous-Officiers réunis à Yaoundé confirme l'opinion selon laquelle le moral de l'armée fantoche est sérieusement entamé. Les exhortations au courage et à la résistance physique et morale que multiplie Radio-Yaoundé dans ses émissions du mardi-soir destinées aux mercenaires sont incapables de remédier à la situation de peur manifeste existant actuellement au sein de l'armée fantoche.

Depuis l'échec spectaculaire du fameux "3e congrès de l'U.P.C." grâce à la vigilance de nos fidèles militants, la confiance du Peuple en faveur du Parti ne fait que grandir davantage.

Ahidjo accule à rendre hommage à Um Nyobe et aux Maquisards

15 ans après sa naissance, le bilan politique de ce Grand Parti National dans la lutte libératrice est hautement positif si l'on tient compte des victoires remportées par lui à la tête du Peuple sur le colonialisme et l'impérialisme. Aujourd'hui, l'idéal de liberté et d'unité défendu par l'U.P.C. tout le long de sa lutte est si fort que même nos adversaires les plus irréductibles en viennent à l'approuver—par démagogie ils est vrai—5 ans ont passé, depuis le tragique assassinat de Ruben UM NYOBE Secrétaire général de l'U.P.C., mais son autorité demeure

toujours extrêmement grande dans le pays en raison de sa grande oeuvre au service de la Nation Kamerunaise. Le 2 avril 1963, cette autorité et cette grande popularité demeurent si vivaces qu'elles forcent le traître Ahidjo à avouer ce que tout le Peuple kamerunais et le monde entier savaient déjà: sa responsabilité pleine et entière dans la liquidation physique du premier Résistant Kamerunais. Parce que seuls "ceux qui vivent sont ceux qui luttent", le traître Ahidjo est contraint par la force des choses de rendre publiquement hommage 5 ans après à la mémoire d'un héros national

Resolution de la DEUXIEME

dont il n'a pas hésité à verser le sang. Non seulement Ahidjo reconnaît en UM NYOBE un grand patriote, mais encore la réalité des faits le contraint à reconnaître l'efficacité de l'action armée comme forme de lutte de libération nationale et à dire que "les upécistes et les terroristes étaient et demeurent d'ardent patriotes" d'un même coup, Ahidjo a admis publiquement qu'il est un traître, parce que au moment où tous ces patriotes luttèrent et souffraient dans les maquis, les prisons, les camps de concentration ou l'exil, il s'est rangé, lui, du côté des oppresseurs de notre peuple. Alors, au moment précis où l'ennemi reconnaît la justesse de notre cause, quoi de plus naturel que d'y trouver une raison supplémentaire de poursuivre avec toujours plus de dynamisme et de courage notre noble lutte? La déclaration d'Ahidjo a eu un effet contraire à celui qu'il en espérait et profite plus à l'U.P.C. qu'à la contre-révolution. Plus que jamais, la juste ligne du Parti fait du chemin dans

les diverses couches populaires. Significative à cet égard est la dernière prise de position du Congrès de l'U.N.E.K. (Union Nationale des Etudiants Kamerunais) qui a condamné à l'écrasante majorité de ses participants la politique néocolonialiste poursuivie par les gouvernants du jour et hué l'Ambassadeur fantoche; pour plus de précision, soulignons qu'il y eut au Congrès en tout et pour tout 5 voix favorables au gouvernement fantoche. Si l'on se souvient qu'au dernier Congrès de l'U.C. à Ebolowa on avait annoncé la participation d'une délégation des "sections" de l'U.C. en France, on comprend après ce vote ce que valent ces "sections" et tant d'autres dont Radio-Yaoundé annonce triomphalement chaque jour la création ça et là à travers le pays. Elles valent ce que vaut "l'Unité Nationale" qu'Ahidjo se vante d'avoir réalisée, c'est-à-dire une maison bâtie sur le sable et que le moindre souffle de vent balayera comme fétu de paille.

Declaration Commune P. A. I — Sawaba - U. P. C.

Sur le plan extérieur, en Afrique en particulier, la naissance du Comité Révolutionnaire a été suivie le 23 novembre 1962 de la signature par l'U.P.C. d'une déclaration commune avec le PAI et le SAWABA en vue d'une lutte révolutionnaire coordonnée au Sénégal, au Niger et au Kamerun. En approuvant sans réserves les termes de cette Déclaration l'Assemblée tient à mettre l'accent sur la nécessité pour les patriotes Kamerunais, où qu'ils soient et quels qu'ils soient de resserrer leurs rangs autour de l'U.P.C. et de son C.R. afin de mener dans l'union la lutte engagée. Elle souligne qu'un danger extrêmement grave guette la Révolution Africaine en général et celle du Kamerun en particulier, du fait de la pénétration américaine de plus en plus profonde dans tous les rouages de l'administration nationale, au Kamerun Occidental surtout. Au cours de la seule année 1962 il ne s'est passé aucun mois sans qu'une délégation américaine "visite" le Kamerun. La pénétration américaine est d'ordre économique,

militaire, politique et religieuse (témoin de Jéhovah, etc...) Rien qu'au Kamerun Occidental il existe actuellement 48 volontaires du "Peace Corps" qui n'est qu'une officine des services secrets américains communément connus sous le nom de C.I.A. (Central Intelligence Service of America). Au Kamerun, une lutte sournoise se mène entre quatre impérialismes, à savoir: les U.S.A., l'Allemagne de l'Ouest, la France et l'Angleterre. Il est important d'ailleurs de souligner que c'est la transposition sur le sol africain de la lutte d'intérêts capitalistes apparemment réconciliés au sein du marché commun. Déjà, la cristogolaise en était la préfiguration. Pour réaliser leurs ambitions sordides les impérialistes ont bien besoin d'éléments africains et n'hésitent pas à noyer les organisations politiques révolutionnaires les plus représentatives en vue de les démobiliser idéologiquement quitte à les hisser au pouvoir dans tel ou tel pays africain après un complot réalisé avec l'appui des militaires.

Ligne Revolutionnaire contre Ligne Capitulationniste

Les derniers événements qui se sont déroulés tout récemment au sein des organismes du Parti à l'extérieur prouvent que les milieux révolutionnaires kamerunais sont déjà contaminés et que même certains responsables qui ont un passé de lutte remarquable ont manqué de vigilance, de fermeté et même de probité intellectuelle et morale en donnant tête baissée dans le piège tendu par les impérialistes. L'analyse objective de ces événements nous amène à la triste constatation suivante: trois tendances ont fait jour dans notre Parti à l'extérieur, deux d'entre elles diffèrent quant aux méthodes, mais se rejoignent quant à l'objectif visé, à savoir le changement d'orientation révolutionnaire du Parti, ce qui finalement nous ramène à deux tendances:

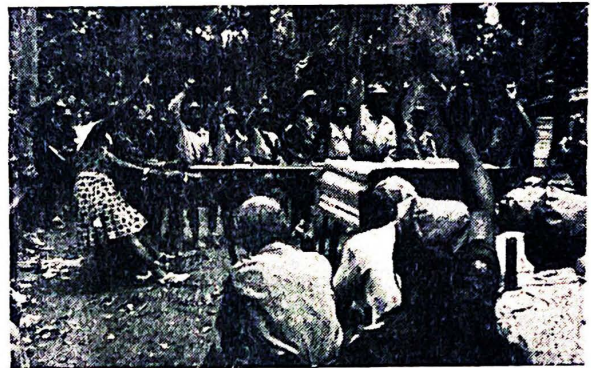
d'un côté la tendance des éléments authentiquement révolutionnaires, partisans de la poursuite de la lutte armée avec l'inébranlable conviction de triompher, dès lors que le soutien et la confiance du Peuple leur sont acquis; et, de l'autre côté, la tendance des éléments instables, des dégénérés politiques et militaires qui doutent des capacités révolutionnaires du Peuple et de l'issue victorieuse de la lutte, et n'hésitent pas par conséquent à se jeter dans les bras de l'impérialisme. Malgré tous les efforts faits par les partisans de ce dernier camp pour camoufler leurs intentions réelles, nous savons que ce qui est au fond du débat, c'est le juste choix à faire entre deux habitudes contradictoires: la lutte ou l'abandon, l'engagement ou l'abdication.

La Tactique des Capitulards: Soulever de faux problèmes

C'est en vain que certains camarades politiques dégénérés créent de faux problèmes pour se dérober.

leurs responsabilités à un moment précis où chaque patriote Kamerunais conscient doit prendre carré-

ASSEMBLEE POPULAIRE (25 Avril 1963)



Une Vue de la 2e Assemblée Populaire pendant l'adoption des résolutions

ment position. Faux problème l'exigence d'une "commission d'enquête" sur l'assassinat de tel ou tel camarade, car si pour d'aucuns la lumière n'est pas suffisamment faite sur ceux qui portent la responsabilité criminelle de la cruelle disparition de notre vaillant camarade Singap Martin, pour l'U.P.C., pour l'A.L.N.K., et pour le Peuple kamerunais tout entier, le criminel est connu et a publiquement avoué et par écrit revendiqué la responsabilité de ce crime. Faux problème en réalité et maladroitement présenté d'ailleurs parce que si nos camarades ont vraiment le seul souci de clarifier une "situation confuse" en avançant de telles "suggestions", une enquête objective dans les conditions actuelles de notre lutte ne pourrait se faire que sur le lieu même du crime à Bapa, subdivision de Bafoussam et non dans les rues de Conakry ou d'Accra! Un ardent patriote Africain, Patrice Lumumba, ancien Premier Ministre du Congo fut assassiné en janvier 1961 dans de très obscures conditions, son assassinat souleva l'indignation populaire dans le monde entier. Pour faire la lumière sur ce crime sans précédent dans les annales de la colonisation, l'ONU qui avait pourtant beaucoup de moyens d'investigation dépêcha quand même sur les lieux du crime une commission pour recueillir des informations auprès de tous ceux qui pouvaient lui en fournir sur ce drame douloureux. Elle ne se contenta donc pas de réunir à New York, c'est-à-dire à plus de 10.000 kms du lieu du drame les éventuels informateurs. Le camarade Osendé, auteur de la proposition de la commission en question sait pertinemment que l'insécurité totale règne actuellement pour les patriotes kamerunais désireux de se déplacer, non seulement à l'intérieur du Kamerun, mais aussi dans tous les pays voisins, qu'il s'agisse de la République Centrafricaine, du Tchad ou de la Nigéria qui ont signé avec les fantoches de Yaoundé des accords de coopération en matière de police et autres, et que exiger la réunion à Conakry d'une confrontation entre camarades de l'intérieur et ceux de l'extérieur sur une question quelconque—peu importe sa gravité—revient à aider, consciemment ou non, les contre-révolutionnaires kamerunais et leurs alliés à saisir en masse les patriotes. C'est un procédé subtil qui permet à certains camarades nullement soucieux de s'engager résolument dans la lutte de recourir à des méthodes dilatoires dans le seul but de masquer une capitulation évidente. On peut même se demander si certains camarades résidant à l'extérieur ne pèchent pas par excès de complexe de supériorité révolutionnaire qui les amène tout naturellement à mettre en doute la capacité de vigilance des combattants au maquis; ce n'est que de cette manière que peut être interprétée l'exigence du camarade Osendé Afana: Il existe un service de sécurité au maquis; si donc l'assassin du camarade Singap Martin se trouvait dans nos rangs et non dans ceux de l'ennemi, le camarade Osendé peut être sûr que l'A.L.N.K. aurait déjà mis la main sur lui et l'aurait châtié sans

hésitations. Autre faux problème, le fait pour un autre camarade (N'Tumazah en l'occurrence) de reprendre à son compte une accusation fantaisiste et par trop tendancieuse lancée il y a deux ans par les impérialistes et leurs agents contre le camarade Tchaptchet Jean-Martin au lendemain du lâche assassinat du regretté camarade Félix-Roland Moumié, Président de l'U.P.C.; tout simplement parce que notre camarade accompagnait l'ancien chef de la Révolution Kamerunaise dans ses déplacements dans la capitale suisse dont il ne devait plus revenir vivant. Là encore, la responsabilité dans ce crime a été hautement située par les autorités judiciaires genevoises dans un communiqué dont tout le monde peut prendre connaissance dans les archives du Parti à l'extérieur.

Ruben UM NYBE, Félix-Roland MOUMIE, SINGAP Martin et tant d'autres patriotes kamerunais ont été des lutteurs et sont tombés au cours de la lutte. Cela leur vaut aujourd'hui un pieux hommage de tous les horizons politiques du Kamerun en particulier. On comprend donc que des militants de notre Parti se réclament d'eux. Mais

ce que personne ne comprendra c'est que certains camarades se réclament de ces héros nationaux uniquement pour couvrir une action qui n'ose pas dire son nom parce qu'une telle action est contraire aux intérêts du Peuple. Des problèmes peuvent se poser au sein du Parti, ils peuvent être graves, extrêmement graves. Mais si ceux qui se chargent de leur trouver des solutions ne défendent pas des intérêts antagonistes, ils peuvent et doivent toujours après des discussions fraternelles trouver un terrain d'accord et aider à la marche en avant de la Révolution. Mais un tel accord est impossible si les intérêts en présence sont irréconciliables. Le fait que les débats aient quitté les organismes du Parti pour être transportés dans les rues et les salons des Ambassades prouve que les intérêts défendus par les deux tendances actuelles sont justement irréconciliables. Nous voulons nous être trompés.

on sait que lors du dernier voyage du fantoche Ahidjo à Washington en mars 1962, le Président Kennedy déclarait: "Votre pays est la charnière géographique de l'Afrique... j'estime qu'il peut également devenir la charnière autour de laquelle l'Afrique peut tourner politiquement et économiquement", quand on sait que pour cette raison même l'impérialisme américain est déterminé à tout mettre en oeuvre pour supplanter l'impérialisme français au Kamerun, quand on sait tout cela donc, on ne peut que comprendre l'inquiétude grandissante des patriotes kamerunais devant une grave accusation qui pèse sur l'un de ceux-là mêmes qui sont chargés d'aider le peuple en armes à renverser le régime néo-colonialiste de Yaoundé, on comprend leur inquiétude car l'accusation porte sur une affaire de changement d'orientation de la Révolution. C'est pourquoi en attendant que toute la lumière soit faite sur cette affaire comme sur toutes les autres, l'Assemblée approuve la mesure de suspension de fonctions prise par le Comité Révolutionnaire à l'encontre du camarade Kingué. Fait confiance au C.R. sous maquis pour désigner une commission composée des représentants de la Section de France du Parti et présidée par un représentant du maquis pour entendre sur place tous les camarades incriminés; à savoir: Kingué Abel, Marthe Ouandé, Mounet Roland et les témoins qu'ils viendraient à citer, la commission sera habilitée à renvoyer les camarades incriminés devant leurs Comités de Base si les griefs articulés contre eux se révélaient fondés.

II.—CAS OSENDE.

1. Membre du Comité Révolutionnaire depuis le 13 septembre 1962, le camarade Osendé méconnaît l'autorité des maquis et du Parti et recourt à une campagne de diversion qui met en cause même l'existence du C.R. et pose des conditions à sa participation éventuelle à ce collectif révolutionnaire.

2. Blocage des fonds de la Révolution reçus du Comité de Solidarité Afro-Asiatique (5.000 dollars).

3. Activités fractionnelles.

En attendant plus de précisions, l'Assemblée approuve la mesure de suspension de ses fonctions de Membre du C.R. le camarade Osendé.

(suite page 6)

S'unir pour vivre: Oui S'unir pour Perir: Non

Le Peuple kamerunais a plus que jamais besoin de l'unité pour atteindre le but qu'il poursuit. C'est pourquoi l'Assemblée, pleinement consciente de ses responsabilités en cette heure cruciale de l'histoire de notre pays a eu à se pencher longuement sur la situation interne du Parti à l'extérieur. Elle n'entend nullement s'engager dans une stérile campagne de presse, elle entend aborder la question dans un but constructif, considérant que toute prise de position partisane ne pourrait qu'envenimer le débat et nous éloigner davantage du but recherché. Cependant elle tient à souligner que si notre volonté d'unité est très grande, ce n'est que dans la mesure où cette unité se réalisera sur des bases objectives et uniquement pour contribuer au développement tant attendu de la Révolution. Il n'est pas question pour les patriotes kamerunais de s'unir pour périr. Ils entendent absolument s'unir pour vivre dans la paix, la liberté, la démocratie et le progrès. Déterminée à tout prix à aider tous les camarades sincères égarés par une propagande subversive à faire amende honorable et à mettre désormais leurs connaissances au service de la Révolution, l'Assemblée a, dans le souci majeur de l'unité, pris face à la crise les mesures suivantes:

I.—CAS KINGUE.

Le camarade Kingué Abel avait été élu Vice-Président du C.R. au moment où cet organisme voyait le jour. A la suite des derniers événements enregistrés au sein du Parti, dans le dernier trimestre de l'année 1962, des informations fort inquiétantes nous sont parvenues qui mettent sérieusement en cause ce camarade, lequel a un indéniable

passé de lutte militante. La gravité de ces accusations est telle que notre silence équivaudrait à l'approbation des faits et griefs articulés contre notre camarade. Cela d'une part, mais d'autre part, il y a par-dessus tout la nécessité de maintenir intact et non entamé le prestige que notre Grand Parti s'est acquis au Kamerun et dans le monde entier grâce à son action courageuse et constante face à l'impérialisme et surtout grâce à l'incorruptibilité de ses Dirigeants. Au fait, le camarade Kingué est accusé d'avoir:

1) Asphyxié complètement les maquis en bloquant à l'extérieur sous son seul contrôle les fonds et autres biens du Parti; (ce qui est vrai.)

2) Appliqué une politique de groupe aboutissant à l'aggravation de la crise à l'intérieur du Parti avec des conséquences très graves pour le prestige du Parti et du Peuple dont il incarne les légitimes aspirations à l'indépendance et à l'unité véritables;

3) Douté des capacités révolutionnaires du peuple en décidant unilatéralement de la reddition alors que tout prouve que notre lutte est assurée de la victoire parce qu'elle est historiquement juste;

4) Comme conséquence du troisième point, pris contact avec Mennen Williams, Ambassadeur itinérant des impérialistes américains, lors d'une tournée que ce dernier effectua tout récemment dans la capitale guinéenne.

Quand on sait l'hostilité nourrie contre la Révolution Kamerunaise par les impérialistes américains depuis l'apparition du problème kamerunais sur la scène internationale, quand on sait le rôle criminel joué par les impérialistes américains dans l'assassinat des deux principaux chefs de l'U.P.C., quand

10 Avril 1948

10 Avril 1964

Seizieme Anniversaire
de
l'UNION
Des POPULATIONS
Du CAMEROUN

LA VIE DU PARTI

NOUS commençons la publication ci-dessous d'extraits d'une série de documents relatifs à la vie de notre Parti.

Les premiers émanent des organismes de l'U.P.C. à l'extérieur et condamnent avec indignation les activités de sape et les campagnes

de calomnie et de confusion de la clique Ntumazah-Kingué-Osendé.

Les seconds constituent des éléments concrets montrant la collusion manifeste de cette clique traîtresse et capitulante avec le régime néocolonialiste d'Ahidjo.

A. LES ORGANISMES DE L'U.P.C. A L'EXTERIEUR ET LES DECISIONS DE LA DEUXIEME ASSEMBLEE POPULAIRE

L'unanimité avec laquelle les organismes du parti à l'extérieur ont accueilli les décisions de la deuxième Assemblée Populaire et la force avec laquelle ils dénoncent depuis les activités de NTUMAZAH-KINGUE-OSENDE, démontrent l'unité active de l'UPC sous la direction du Comité Révolutionnaire. Grâce à cette lutte déterminée, chaque jour qui passe, démasque les plans diaboliques de la bande NTUMAZAH et clique, ses liens avec les agents du néocolonialisme un peu partout et particulièrement avec ceux du Ghana.

Il apparaît désormais évident que ces camarades ne disposent d'aucune base de masse et qu'en se rebellant contre les décisions révolutionnaires des Assemblées populaires, ils ont rejoint la contre-révolution. Parler de division de l'UPC parce que cette poignée de capitulards est passée à l'ennemi, c'est porter atteinte à l'unité révolutionnaire de notre parti; et parler d'unité de l'UPC avec ces gens, c'est vendre les principes aux enchères. L'UPC n'acceptera jamais l'unité sans principes, et encore moins l'unité pour la contre-révolution.

1. — Section de l'U.P.C. en Allemagne Démocratique : "... soutien sans réserve au C.R."

"... Considérant que les menées subversives de la clique OSENDE-NTUMAZAH-KINGUE qui, loin de combattre l'ennemi commun, cherche à dénigrer par tous les moyens notre Parti,

"Considérant que l'acte historique de l'Assemblée Populaire en date du 13 Septembre 1962 dotait le parti d'une nouvelle Direction dynamique, le Comité Révolutionnaire, en tête de laquelle se trouve le camarade OUANDIE Ernest,

"Considérant que la naissance du CR traduisait une fois de plus l'ardente volonté du peuple kamerunais de poursuivre jusqu'à la fin la lutte de libération nationale,

"Condamne les campagnes d'intoxication menées par la clique Osendé-Ntumazah-Kingué, dénonce toute ingérence étrangère dans les affaires internes de l'UPC,

"Par conséquent, l'Assemblée générale de la Section d'Allemagne de l'UPC réaffirme son soutien sans réserve au CR, seule Direction actuelle et légitime de la Révolution kamerunaise".

Resolution de la 2eme Assemblée Populaire

(Suite de la page 5)

III. — CAS NTUMAZAH.

Le camarade N'Tumazah est le Président d'une organisation alliée que nous avons soutenue dès sa naissance en raison de son opposition au colonialisme; c'est pourquoi, son organisation a réalisé avec nous un Front National Uni pour poursuivre la lutte contre le néocolonialisme. Nous sommes peinés aujourd'hui de constater que depuis son arrivée à l'extérieur le camarade n'a pas cru devoir mettre son intelligence au service de la Révolution, notre cause commune, mais a au contraire contribué à l'aggravation de la crise au sein de l'U.P.C. Il n'a jamais été dans notre intention de susciter une crise au sein du One Kamerun, au contraire, tout au long de notre collaboration, nous avons tout fait pour aider au renforcement du One Kamerun. Nous estimons en effet, qu'il est efficace d'avoir pour alliée une organisation forte et non une organisation minée par des divisions. Telle n'est malheureusement pas l'opinion du camarade N'Tumazah qui a pris la tête d'une faction le l'U.P.C. contre d'autres factions. Mieux, il n'a pas hésité à se poser en "représentant" de l'U.P.C. et autres organisations membres du Front National Uni pour lancer des accusations calomnieuses contre un militant du Parti, dans le seul but de discréditer la Révolution Kamerunaise, de lui aliéner toutes les sympathies possibles en entretenant la confusion totale dans l'esprit des militants en exil et de l'opinion étrangère en général. On ne peut pas dire que la déclaration remise à la presse et distribuée dans toutes les Ambassades va dans le sens du renforcement du Front National Uni. On ne peut pas dire que le fait de s'installer à Accra et de servir d'agent de renseignements au gouvernement fantoche aille dans le sens de préserver la pureté dans les rangs de la Révolution Kamerunaise. En effet, le C. R. au maquis est en possession d'une lettre adressée de Lagos au camarade N'Tumazah par un agent d'un de ses réseaux qui le renseigne en ces termes : "... j'ai fait comme convenu la commission auprès de l'Ambassade du Cameroun." Ceci peut expliquer cela. Alors, on dénonce par tactique le néocolonialisme et ses agents tout en co-opérant avec le même régime.

C'est cela que les militants doivent savoir avant de se lancer pieds et tête dans les groupes qui ont fait apparition dans notre Parti. Au nom de tel ou tel "principe" que tel ou tel groupe prétend défendre c'est en fait des intérêts contraires à ceux du Peuple kamerunais que d'aucuns défendent.

Pour nous, notre soutien reste assuré aux militants de base du One Kamerun sincèrement décidés à poursuivre la lutte contre le néocolonialisme. Il est cependant de notre devoir de les informer sur les activités de leurs Dirigeants dans la mesure où celles-ci sont contraires aux objectifs de la lutte commune. Nous avons commencé à douter de la sincérité du camarade N'Tumazah le jour où il a nié l'autorité de l'U.P.C. sur le One Kamerun. Nul n'ignore que c'est grâce à l'U.P.C. que cette organisation est née et s'est développée. Mais comme N'Tumazah est membre de l'U.P.C. avant d'être Dirigeant du One Kamerun, c'est du moins ce que nous continuons à croire, nous pensons qu'au nom de la discipline il devrait se présenter devant la commission pour répondre aux accusations formulées contre lui, avec tous les membres de sa tendance, à savoir: Mékou Samuel, Ekwalla Robert, Marthe Moumié et tous les témoins qu'ils pourraient citer pour leur défense.

L'Assemblée Populaire dénie au camarade N'Tumazah le droit de parler au nom de la Révolution Kamerunaise aussi longtemps que la lumière n'aura pas été faite sur les graves accusations qui pèsent sur lui, et aussi longtemps qu'il n'aura pas cessé de jeter le discrédit sur cette même révolution, le Parti qui la dirige et son Comité Révolutionnaire.

Enfin, pour éviter une nouvelle diabolisation des fonds à l'extérieur se traduisant par l'asphyxie des maquis, l'Assemblée Populaire fait confiance au C.R. pour désigner immédiatement une Commission de contrôle financier de 3 membres qui comprendra nécessairement 1 représentant des maquis, 1 représentant de la Section du Parti en France au titre de tous les Etudiants à l'

extérieur et 1 membre du Parti. Elle lui fait également confiance pour pourvoir dès que possible au

remplacement des deux membres défaillants du C.R. autant que possible après que la confrontation aura lieu.

CONCLUSION

Que conclure ? De tout ce qui précède, une chose est manifeste : au Kamerun se vérifie la prophétie de UM NYOBE selon laquelle l'U.P.C. est immortelle et il est impossible de gouverner sans l'U.P.C. et encore moins contre elle. Les impérialistes et leurs valets en ont d'abord douté mais ils s'en rendent de plus en plus compte. Leur politique actuelle consiste donc à tout mettre en œuvre pour s'emparer de la Direction de l'U.P.C. pour ensuite la transformer en une organisation réactionnaire utilisée comme un instrument de domination néocolonialiste. Comme ce plan est difficile à réaliser, les impérialistes veulent au moins engager à leurs services des éléments fatigués de l'U.P.C.; c'est ce qui explique la dernière crise à laquelle on a assisté au sein du Parti à l'extérieur; mais ces éléments savent que quelle que soit leur position au sein du Parti, leur popularité s'écroule à partir du jour où ils abandonnent la lutte, raison pour laquelle dans leur agonie politique, ils veulent tout faire pour mourir avec l'U.P.C. ce qui, nous l'avons vu est impossible.

Il est manifeste qu'au Kamerun seule l'action armée peut et doit conduire le Peuple kamerunais à la victoire. Bien entendu, il s'agira pour notre peuple de mener une action essentiellement de longue haleine, ce qui effraie certains camarades qui n'ont cependant pas le courage de l'avouer. La lutte héroïque du vaillant peuple kamerunais n'a que trop coûté des vies humaines. Certains éléments aveuglés par des intérêts personnels ne veulent pas le comprendre. Il ne faut pas que la misère du Peuple s'aggrave avec la complicité de ces compatriotes. Déjà, un appel fraternel, mais ferme leur avait été lancé le 13 septembre 1962, l'Assemblée le renouvelle aujourd'hui en espérant que ces éléments simplement égarés reviendront à de meilleurs sentiments patriotiques. Tous ceux et celles qui veulent sincèrement lutter doivent se soumettre à la

discipline et s'unir au sein du Parti comme seul gage du succès. Le Peuple kamerunais en a assez des révolutionnaires en chambre, des doctrinaires nullement décidés à rejoindre le maquis pour lier la théorie à la pratique mais seulement prêts à jouer aux faux-braves dans les anti-chambres des Ambassades pour se tailler des situations de luxe sur le sang et la sueur de ceux qui journellement souffrent et connaissent toutes sortes de privations dans les prisons, les camps de concentration et les maquis.

En rendant hommage au C.R. pour le haut sens de responsabilités avec lequel il a abordé les événements, l'Assemblée Populaire lui renouvelle sa confiance et s'engage à se mobiliser corps et âme pour poursuivre résolument sous sa juste Direction la noble lutte.

Au moment où il connaît une crise particulièrement difficile dans sa lutte à la suite de multiples provocations impérialistes, le Peuple kamerunais tient une fois de plus à exprimer par la voix de l'Assemblée sa vive gratitude aux pays d'Asie et d'Amérique Latine ainsi qu'aux pays socialistes qui continuent à faire preuve de compréhension. Il enregistre avec un intérêt particulier la prise de position des représentants authentiques du Peuple de France en faveur de la Révolution Kamerunaise.

L'Assemblée reste persuadée que l'U.P.C. débarrassée de tous les éléments corrompus et compromis n'aura que plus de force pour se lancer dans la lutte avec toujours plus de courage et de dynamisme contre l'impérialisme et le néocolonialisme dirigés de Washington.

Confiance en la victoire finale.

FRATERNELLEMENT : —

Maquis, le 25 avril 1963.
Pour le Présidium :
Le président de Séance :
TANLY Jacques
Le Secrétaire de Séance :
NSOGA Philippe Bertrand
Assesseurs :
DJILLA Emilienne
DJILLA Delphine

la vente aux principes -

2.—Comité de base "Union" de Conakry: "Dénouons l'alliance de la clique Ntumazah-Kingué-Osendé avec les réactionnaires saboteurs de la Révolution ghanéenne".

Les militants du Comité UNION, expriment leur "vive indignation contre l'alliance ouverte entre la clique Ntumazah-Osendé et certains éléments réactionnaires saboteurs de la Révolution Ghanéenne pour prolonger la détention de près de cent patriotes kamerunais militants de l'UPC; réitérent avec force la décision de l'Assemblée populaire du 25 Avril 1963 suspendant Kingué et Osendé de toute fonction à la tête de la Révolution kamerunaise;

"Soutiennent une fois de plus la décision de la 2ème Assemblée Populaire déniait au camarade Ntumazah le droit de parler au nom de la Révolution kamerunaise; dénoncent et condamnent avec force une fois de plus les entreprises de diversion et de confusion des saboteurs Kingué, Ndeh Ntumazah, Osendé Afana visant à organiser un soit disant "congrès" de l'UPC"

3.—Comité de base de Pékin. "Trois questions à Kingué":

Dans une résolution, le comité de Pékin déclare: "Les multiples interventions des camarades ont condamné les transfuges des papiers d'où qu'ils viennent; abordant les travaux de la 2ème Assemblée Populaire sous maquis, le 25 Avril 1963, la séance accorde son soutien inébranlable aux mesures de confrontation et résolutions prises".

Et dans une lettre adressée à Kingué Abel, on peut lire: "Comme tous les militants, nous pensions qu'après ta détention, tu devais avant tout clarifier les faits et accusations portés contre toi; mais il est déplorable que les documents que nous recevons de toi jusqu'ici prouvent exactement le contraire. Nous voudrions te rappeler ici ce que les militants de l'UPC attendent de toi. Avant ton emprisonnement, un grand nombre d'accusations a été porté contre toi; et surtout durant ton séjour en prison, un grand changement est apparu dans la Direction de l'UPC; ce sont des faits que nul ne saurait nier. C'est pourquoi dans l'intérêt de l'Unité et aussi pour l'aider à surmonter tes difficultés, nous te demandons de donner aux militants une réponse claire et précise aux questions suivantes: (a) pourquoi un grand nombre de patriotes ont-ils été accumulés, puis enfermés dans les prisons d'Accra?, (b) qu'en dis-tu de l'authenticité du Comité Révolutionnaire présidé par Ouandié Ernest?, (c) quelle est l'étape actuelle de la Révolution kamerunaise?".

4.—Le Comité "Marteau-Faustille" de Prague: "cette clique a abandonné le train de UM NYOBE"

"Le Comité de Prague... vu l'offensive menée par la clique kinguiste après sa libération, l'offensive

qui se traduit purement et simplement par une aide efficace aux colonialistes et à leurs valets afin d'embrouiller une situation qui devient chaque jour aussi claire que la lumière du jour,

"Condamne fermement les manœuvres de diversion, de scission et de sabotage de la clique Osendé-Ntumazah-Kingué consistant à jeter le brouillard sur un événement historique qu'est la naissance du Comité Révolutionnaire,

"Le fait que la clique kinguiste s'est alliée ouvertement aux exclus du parti tels que Ndooh Isaac pour combattre le CR, ... prouve clairement que cette clique a abandonné le train à destination de Yaoundé auquel faisait allusion notre secrétaire général Ruben UM NYOBE,

"Lance un appel à tous les militants soucieux de notre révolution de ne pas se laisser entraîner par des faux-fuyants et de conjuguer nos efforts autour du CR, seul capable de mener notre peuple à une victoire finale".

5. Section d'URSS "Débarassez le parti de ces éléments nuisibles"

"Les militants du Comité "25 Mai 1955 Considérant que face à la crise de Direction de notre parti au lendemain de la mort du Président Moumié et afin de redresser une situation qui tendait à empirer, une assemblée populaire s'est tenue au maquis, sous le feu du combat, qui a pris des décisions rénovant et renforçant notre parti et partant notre révolution,

"Considérant que cette nouvelle Direction dont l'élection a soulevé une approbation et un enthousiasme dans les rangs du parti et en dehors, n'a trouvé pour opposition que celle de deux de ses membres (Kingué et Osendé),

"Condamnant vigoureusement l'action sectariste et d'insubordination aux décisions des organismes supérieurs du parti et en particulier aux décisions des assemblées populaires du 13 Septembre 62 et du 25 Avril 63 et de sabotage mené par Kingué et Osendé,

"et dans le cas où ces éléments continueraient leurs actes de sabotage, demandant que les organismes auxquels ils appartiennent débarrassent immédiatement le Parti d'éléments devenus une honte pour la Révolution kamerunaise".

(à suivre)

demandez

G. CLAIR:

"LA FRANCE L'AFRIQUE ET LA RÉVOLUTION KAMERUNAISE" édité par le C.R. de l'U.P.C., vient également de paraître en Anglais sous le titre: "NÉO-COLONIALISM in KAMERUN".

B. DEMASQUONS LES TRAITRES

Le document important que nous publions ci-après est un courrier de compte-rendu envoyé confidentiellement par les "exilés du Caire" (Njock Aloys, Kamen Sakeo, Monique Kamen, Ngoyi Marguerite) à leurs chefs Ntumazah et Cie à Accra en novembre dernier. C'est à cette même époque que Njock Aloys, mandaté secrètement par Ntumazah et clique, a pris publiquement position pour le ralliement, lançant un "Appel vibrant" daté du 20 Octobre 1963 et largement diffusé pour que "tous les exilés de gré ou de force rentrent au bercail". Cet appel a été suivi d'un autre en Décembre 1963. En janvier 1964, les "exilés du Caire" ont fait suivre leur courrier de compte-rendu d'une mission confiée à Ngoyi Marguerite auprès de Ntumazah - Osendé - Kingué à Accra.

Tous les militants de notre Parti et les démocrates conséquents ont

"RENCONTRE DU SYNDICALISTE ET JOURNALISTE KAMERUNAIS KHON EMILE AVEC LES EXILES KAMERUNAIS AU CAIRE".

"KHON Emile: Vos frères sont "heureux de vous voir revenir au "pays. Qu'est ce que vous en dites ?
"Les EXILES KAMERUNAIS: "Le Kamerun est notre patrie très "chère. Nous avons été chassés brutalement par le gouvernement britannique de connivence avec le "gouvernement français en 1957, "parce que nous étions à l'avant-garde de ceux qui avaient revendiqué l'Indépendance et l'Unité de "notre pays. Avec l'opiniâtreté de "notre peuple dans sa lutte pour ce "noble objectif, une indépendance "manifestement vidée de la plénitude de son sens, nous a été accordée.

"Néanmoins nous en étions très "fiers, car c'est le fruit issu des "entraîlles martyrisées de notre "peuple qu'incarnait si bien le Héros national RUBEN UM NYOBE "dont le Président de la République, Son Excellence AHIDJO vient "de reconnaître la valeur et le symbole du nationalisme kamerunais. "Franchement nous nous en félicitons.

"Mais l'indépendance politique sans "l'indépendance économique n'est "qu'une illusion. C'est pourquoi "nous avons proclamé la poursuite "de la lutte pour une indépendance "totale. Voyez, nous ne sommes pas "des révolutionnaires par rancune "mais par plénitude. Cependant, en "en raison du courant révolutionnaire qui traverse vertigineusement "le continent africain aujourd'hui, "en raison de la prise de position "nette des 32 Chefs d'Etat, y compris le Chef de notre pays, vis-à-vis "des problèmes brûlants de l'Afrique, position imposée par la Conférence d'Addis-Abeba, nous sommes "bons d'accord avec nos frères kamerunais, dirigeants et dirigés, que "nous pouvons, que nous devons "tous nous trouver au pays, pour "conjuguer la main dans la main, "tous nos efforts en vue de la conquête de l'indépendance économique. C'est dans ce cadre que nous "nous sommes toujours déclarés "prêts, dès que les circonstances "l'auront permis, à rentrer fièrement au pays de nos ancêtres, de nos martyrs, de nos enfants.

déjà compris que les Kingué, Ntumazah et Osendé dans leurs entreprises actuelles de confusion, de calomnies et de diversions, ne visent qu'un seul objectif: offrir le prix que Ahidjo demande en échange de leur ralliement. Et ce prix c'est créer le plus de pagaille possible, briser la solidarité africaine et internationale au peuple kamerunais, dénigrer le mouvement de libération nationale africain, créer le plus de difficultés possible à la lutte. Et quand la clique de Kingué demande que le "maquis fasse son autocritique", lorsqu'elle déclare au C.P.P. qu'elle préférerait "discuter" avec Ahidjo que de se soumettre au Comité Révolutionnaire, tout le sens des "négociations du Caire" apparaît clairement. Ceux des honnêtes gens qui, trompés, parlent de divisions de l'UPC ou d'unité de l'UPC avec la clique Ntumazah doivent prendre leurs responsabilités. Voici le document:

"D'ailleurs, nous croyions qu'après "l'Indépendance de 1960, le Gouvernement kamerunais allait naturellement ordonner le rappel de "tous les Kamerunais exilés de force "ou de gré à rentrer dans la "patrie pour entreprendre avec lui "cette grande et lourde besogne de "reconstruction nationale.

"Mais hélas... Cependant, nous "croyons que tout n'est pas perdu. "Mieux vaut tard que jamais. "KHON Emile Est-ce que vous êtes "retrouvés en contact avec l'Ambassadeur du Cameroun au Caire à ce "sujet ?

"EXILES KAMERUNAIS: Nous "nous sommes rencontrés plusieurs "fois avec le Secrétaire de l'Ambassade, M. MBARGA, qui nous a "demandé à rentrer nous affirmant "que tout allait pour le mieux au "Kamerun. Et pour détruire notre "scepticisme" sur la nature ou le "contenu de l'indépendance de notre "pays il avançait que le Kamerun "était réellement indépendant du fait "qu'il siégeait aux Nations-Unies, "du fait qu'il avait des ambassades "dans plusieurs pays d'Europe, d'Afrique et d'Amérique... Mais "bien sûr, ces arguments étaient "trop maigres pour capter notre "conviction. Nous avons cité des cas "concrets de certains d'entre nous "qui de leur propre initiative étaient "retrouvés au Kamerun et qui furent "pour la plupart d'entre eux après "quelques vicissitudes incarcérées, "tel le cas de Sende Jean-Paul. "Nous avions néanmoins fait connaître notre opinion sur notre "éventuel retour au pays et lui avons "fait connaître nos garanties que "nous y attachions. Et quand Son Excellence l'Ambassadeur OWO. "NA est arrivé, nous avons eu une "rencontre avec lui l'avant-veille de "la visite du Président de la République du Kamerun et à cette occasion nous avions réaffirmé ce que "nous avions confié à son secrétaire, "M. Mbarga d'ailleurs nous avait "promis de faire un rapport au "gouvernement à ce sujet et nous "avait assuré qu'il irait lui-même "au Kamerun pour discuter de "vive voix de cette affaire avec les

Suite page 8

Les ELECTIONS

absents et les morts, où le Nord a été contraint de se prononcer sur une liste unique imposé par le régime, tandis qu'au sud la proportionnelle, le scrutin de liste majoritaire à un tour et le scrutin uninominal à un tour ont été appliqués au gré des exigences de la politique de tribalisation à outrance du scrutin et de désintégration de l'entité nationale en voie de formation.

Une fois passé le cap des élections, les fantoches ont reconduit en les aggravant les lois fascistes de 1959, aggravation consistant à instituer comme *délits* en mars 1962 les bruits, rumeurs, fausses nouvelles, et même les commentaires tendancieux de nouvelles exactes. Sur la base de cette législation aggravée l'intolérance d'Ahidjo ne s'arrête plus au seul niveau du peuple qui, les armes à la main, combat son régime. L'opposition légale elle-même n'est plus tolérée — pas même sur le plan parlementaire. Les Okala, Mbida, Eyidi Bebey, Mayi Matip qui ont tenté de tenir une opposition démocratique passent de sombres jours maintenant en prison. D'autres démagogues de 1960 tel le renégat Niyim ont fini leurs jours à l'échafaud.

De démocrate, Ahidjo se proclame ouvertement dictateur. Il ne veut plus d'opposition, plus de critique. Sans avoir jamais demandé l'avis du peuple, il veut que son parti nazi, l'Union Camerounaise, soit l'unique parti politique du pays. C'est-à-dire qu'il veut généraliser par les moyens forts le système inauguré au Nord à l'occasion des élections-massacres de 1960.

On est loin, très loin, de l'ère démocratique promise à nos compatriotes prêts à demander des comptes.

Unique voie de salut: La Révolution concrète de l'UPC

Conscient que la démagogie n'est plus possible sur aucun des points de sa politique intérieure dont tout le peuple a horreur, l'anti-africain Ahidjo à la recherche d'une politique de diversion s'est jeté dans les bras de l'Afrique d'Addis-Abeba. Il pensait y trouver de plus un moyen efficace pour combattre les positions de l'UPC à l'extérieur. Sur ce terrain, notre Mémoire d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'Unité Africaine préconisant au nom des principes de l'O.U.A. qu'une Mission africaine d'enquête soit envoyée au Kamerun est venu mettre un terme à la diversion africaine des fantoches.

Unique voie de salut : a Révolution populaire

L'écrasante majorité du peuple a compris dès le départ la nature criminelle du régime Ahidjo et a poursuivi contre ce régime la lutte révolutionnaire engagée contre les colonialistes du temps où notre pays était encore sous tutelle.

La fraction du peuple qui n'a pas compris dès le départ était victime des mirages résultant d'un double jeu. Le jeu des fantoches prodiguant de larges promesses démocratiques. Le jeu des défaïstistes et des patriotes bornés chantant les vertus d'une prétendue opposition démocratique dans la légalité, néo-coloniale et faisant figure ainsi de champions de ce qu'on a appelé à l'époque la "troisième voie".

Les quatre années de terreur néo-colonialiste ont été une mémorable école politique pour l'ensemble de nos compatriotes. Les actes les plus exécrables comme la condamnation à la destruction par incendie en 1960 du populaire quartier Congo de Douala dont tous les habitants périrent brûlés vifs sous l'oeil satisfait des bourreaux du régime, ou l'autre condamnation à l'asphyxie en 1962 des dizaines de patriotes empilés dans les wagons scellés du scandaleux train de la mort, ont constitué des preuves marquantes

pour ceux de nos compatriotes se faisant jusque là des illusions sur un quelconque patriotisme à trouver chez les fantoches. L'effondrement de la troisième voie, généralisation du système de parquage des populations dans les camps de concentration et de regroupement, la double interdiction de toute autre formation politique en dehors de l'UC fasciste d'une part, et de toute forme de critique de la politique anti-nationale des fantoches d'autre part, ont permis aux plus réticents de la fraction du peuple qui n'avait pas vu clair en 1960 de voir maintenant de quel côté se trouve la voie de salut face au grand danger d'occupation. Le peuple kamerunais qui voit

clair sous le ciel politique kamerunais désormais sans nuage sait où il va. Il sait ce qu'il veut. De même qu'il a contraint Ahidjo à se présenter sous son vrai jour de dictateur fasciste, de même il est sûr, absolument sûr, de renverser ce régime de criminels, de traîtres et de vendus. Et cela par la lutte révolutionnaire en cours qui est l'unique voie de salut.

et de reconquête qui menace l'ensemble de la Nation.

Ahidjo et ses maîtres néo-colonialistes peuvent à nouveau parler des élections-diktat, apporter de nouveaux renforts de troupes pour faire voter plus "massivement" même qu'en 1960 les inexistantes, les enfants, les absents et les morts: ça c'est leur affaire.

—MICHEL NDOH



Pour élever le moral de ses mercenaires, Ahidjo accorde une prime de 8000 francs par tête de "terroriste".

La Vie du Parti (suite de la page 7)

"autorités compétentes gouvernementales.

"Or, voici déjà quatre mois qu'ils "est de retour du pays et il ne nous "a jamais plus contacté, ne fut-ce "que pour dire l'impression des "autorités kamerunaises. L'ambassadeur lui aussi, après le départ du "Président de la République, ne nous "a jamais plus contacté malgré ses "promesses de le faire régulièrement. Et quand nous nous rencontrons fortuitement dans les réceptions diplomatiques, nous prenons "les devants pour aller les saluer "et demander de leurs nouvelles et "même, nous les présentons aux "amis qui ne les connaissent pas "ou qui les abordent difficilement. "KHON Emile Vous avez parlé "toute à l'heure des garanties que "vous attachez à votre éventuel retour. Me serait-il possible de les "connaître ?

LES EXILES KAMERUNAIS :

"Bien sûr. Nous avons demandé aux "représentants du Gouvernement "de notre pays d'obtenir des pouvoirs publics

"1. la promulgation d'une loi d'amnistie générale, pleine et inconditionnelle pour tous les faits politiques et à caractère politique, la "libération de tous prisonniers condamnés par l'ancien régime.

"Ce sera là, affirmons-nous, une "preuve du réalisme, présidentiel "propre à provoquer un nouveau "départ. Elle devrait permettre à "ceux de nos frères terrés dans la "brousse, végétant dans les prisons, "assignés à résidence surveillée, gardés à vue, et à ceux qui errent dans "les sables de l'exil, de rentrer dans "bercail. Ce choc psychologique, "continuons-nous à penser, tant "attendu depuis sera d'avantage un "effet salutaire.

2. "Une déclaration solennelle sur

"la législation effective de l'UPC "et d'autres organisations de l'opposition et sur le strict respect par "les autorités locales des libertés "démocratiques reconnues par la "Constitution et la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et "du Citoyen.

3. "Enfin nous avons suggéré une "réunion d'une Conférence Nationale d'action positive pour la paix "et l'unité du Kamerun. Cette conférence que nous préconisons s'éloigne visiblement du but de la "Table Ronde? Sa mission serait d'"asseoir une réelle détente des coeurs "en rassemblant en plus des représentants politiques et syndicaux, "ceux de la tradition des secteurs "économiques et sectes religieuses. "Qui plus est, elle devrait être suivie "d'une vaste campagne publique "(Radio, presse, meetings, messes, "cultes, colloques...) de réconciliation générale d'une durée de deux "mois au moins, les participants "s'abstenant de toute exploitation "politique.

"KHON EMILE : Dans les garanties que vous venez d'énumérer, "il est fait allusion à une amnistie "générale. Je me permets d'attirer "votre attention là-dessus. Une "amnistie générale avait été accordée "à bon nombre de détenus politiques. Mais ces patriotes ont quel- "que temps après gagné les forêts "pour exercer le brigandage sur de "paisibles populations; ils tuaient, et "pillaient. Quiconque a pu être témoin d'une cruauté pareille et "d'un abus de confiance de ce genre "ne peut préconiser l'amnistie qu'"après mûre réflexion.

"EXILES KAMERUNAIS: C'est "pénible pour nous d'entendre des "récits aussi tragiques. Il n'y a pas "de doute qu'au cours de notre révolution des actes de sauvagerie

"de différentes couleurs ont été posés "sous le couvert de l'UPC par certains individus poussés par l'envie "ou la rancune personnelle, mais "nullement nous par les principes "révolutionnaires.

"Mais les circonstances dans lesquelles nous nous trouvons actuellement et qui commandent le rassemblement général de tous les "citoyens kamerunais sont très "metteuses. Il ne nous sont pas permis à nous kamerunais d'être à la "remorque du courant révolutionnaire qui souffle dans tout notre "continent. Nous devons absolument réunir toutes les énergies nationales humaines pour leur confier des tâches appropriées, afin "de les amener à contribuer valablement à l'édification de notre patrie "chère à tous. Une campagne d'explication et d'éducation serait ici "d'une grande utilité voire d'une "grande nécessité. C'est dans ce but "justement que nous avons proposé "une Conférence Nationale d'une "durée de deux mois au moins.

"KHON EMILE : Vous venez de "parler de la visite du Président "de la République au Caire. J'estime que vous avez à cette occasion fait une grande erreur politique en vous refusant à rencontrer "le Président. Pourquoi avez-vous "voulu rater cette occasion ?

LES EXILES KAMERUNAIS :

"Quelques jours avant l'arrivée du "Président de la République du Kamerun les autorités Egyptiennes "nous avaient posé la question "vous ? Bien sûr qu'enous accepterions, telle fût notre réponse, et "elles prirent note. Son Excellence "l'Ambassadeur vint à son tour nous "dire que si nous désirions rencontrer le Président pour parler "de notre retour au pays, il assurait tous les arrangements. Aucun "objection de notre part, répondîmes-nous. Nous lui tenîmes une "lettre à l'adresse du Président. "Tous nos desiderata contenus dans "cette lettre. Si le Président consent "à nous recevoir, nous lui saurons "gré. Le jour où le Président devait "visiter l'ambassade, on vint nous "demander de descendre secrètement "à l'ambassade pour le rencontrer. "Il fallait être un piètre politicien "parfumé de naïveté pour aller se "faire croquer à si peu de frais. "Nous leur avons dit que les autorités locales devaient être au courant de notre déplacement, puisque "ce sont elles qui sont responsables "de notre sécurité. Sans nous ne "bougions pas.

"Que pouvions-nous faire de plus "avec notre statut de réfugiés, surtout que nous étions étroitement "surveillés à vue d'oeil par les autorités durant le séjour du Président. "Les "diplomates" kamerunais en "étaient informés d'avance par nous.

Le Caire, 7, Aout 1963"

Avez-vous lu
le MEMORANDUM
de l'U.P.C. aux
Chefs d'Etat et de
Gouvernement de
l'O.U.A. ?

Demandez-le à :

La VOIX du KAMERUN
P.O. Box M 186 ACCRA (GHANA)